



INTERNATIONAL  
DAY for the  
ERADICATION  
of POVERTY  
17 OCTOBER



*Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté 2020*

## Note Conceptuelle

*Thème — « Agir ensemble pour gagner la justice sociale et environnementale pour tous »*

Cette année, le thème de la Journée porte sur le défi que représente la justice sociale et environnementale pour tous. La reconnaissance accrue du caractère multidimensionnel de la pauvreté implique que ces deux problématiques sont indissociables et que la justice sociale ne peut être pleinement instaurée sans remédier dans le même temps et de manière drastique aux injustices environnementales. Bien que des progrès aient été réalisés dans la lutte contre la pauvreté au niveau monétaire, d'autres dimensions importantes, telles que les répercussions de plus en plus marquées de l'environnement ont été moins bien prises en compte dans le cadre d'une approche globale.

À mesure que la situation environnementale se dégrade au niveau mondial, le peu de diligence et d'attention accordées à la réparation et à la prévention des dommages causés à notre environnement commun entraîne l'humanité vers un monde toujours plus contaminé et détérioré. La surexploitation, la mauvaise gestion et la pollution de nos ressources naturelles vitales telles que les terres, l'eau douce et les océans, continuent. De tels dommages environnementaux affectent particulièrement les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la santé des personnes en situation de pauvreté.

L'indispensable biodiversité disparaît en raison de la déforestation, des changements du mode de gestion des terres et d'autres activités humaines, tandis que l'usage inapproprié de pesticides, de métaux lourds, de plastique et d'autres substances provoque l'apparition de ces composés à des

niveaux alarmants dans nos denrées alimentaires. Les déchets plastiques, y compris dans le milieu marin, se sont multipliés et les microplastiques se retrouvent dans la nourriture que nous mangeons, l'eau que nous buvons, et l'air que nous respirons.

Près de 1,4 million de personnes meurent chaque année d'affections qui pourraient être évitées, telles que diarrhées ou parasites intestinaux, survenant à cause d'un manque d'accès à l'eau potable et à de mauvaises conditions sanitaires. La pollution atmosphérique, les nuages de pollution en ville constituent aussi une menace considérable pour la santé et tuent environ sept millions de personnes à travers le monde chaque année — 9 personnes sur 10 respirent un air chargé en polluants. La plupart des maladies, en particulier dans les pays en développement, sont la conséquence de la pauvreté.

Notre incapacité à réduire les émissions de gaz à effet de serre en raison de notre affligeant manque de volonté politique et de solidarité internationale, a conduit notre planète sur la voie dangereuse d'un changement climatique irréversible. Alors que les températures et le niveau des océans s'élèvent au même rythme, que l'acidification des océans et que les cycles des saisons des pluies se dérèglent, les personnes en situation de pauvreté sont les premières et les plus sévèrement touchées. Des millions de personnes pourraient être davantage plongées dans la pauvreté à mesure que le changement climatique et la dégradation des conditions environnementales les empêchent de s'assurer des conditions de vie décentes.



Par ailleurs, nos progrès, déjà plutôt limités en matière de justice sociale et environnementale, ont été soudainement interrompus par la pandémie dévastatrice du coronavirus qui a déjà contaminé des millions de personnes et a causé la mort de centaines de milliers d'autres. Cette pandémie n'a pas seulement modifié notre manière d'interagir, mais a aussi mis en lumière les inégalités sociales et environnementales profondes et persistantes qui assaillent nos sociétés. Elle a mis en évidence nos efforts collectifs hésitants et insuffisants pour lutter contre l'extrême pauvreté, les inégalités sociales, le changement climatique et la destruction de l'environnement.

Depuis le début de la pandémie, il est clair que les plus privilégiés ont eu davantage de possibilités et de meilleures ressources pour se protéger du virus chez eux, respecter la distanciation sociale, veiller à une hygiène primordiale et profiter d'un accès à des soins médicaux adéquats. Ils ont aussi été protégés des pires effets du ralentissement économique grâce aux dispositifs de sécurité sociale, des allocations chômage, mais aussi à l'accès aux aides, aux programmes de redressement et aux prêts du gouvernement.

Cela contraste fortement avec la situation à laquelle sont confrontées les personnes les moins fortunées pour qui les protections de base sont déficientes et largement absentes. Les personnes sans-abri qui vivent dans la rue ne peuvent tout simplement pas se protéger efficacement du virus. Les familles en situation d'extrême pauvreté sont contraintes de vivre dans des logements surpeuplés et insalubres, sans accès à l'eau potable ni à des équipements sanitaires appropriés. Leurs enfants n'ont pas les outils les plus élémentaires, l'accès au numérique et à l'accompagnement nécessaire pour poursuivre leur scolarité pendant la période de confinement.

Des millions d'enfants qui ne bénéficient plus des repas de l'école souffrent de la faim. Malheureusement, de nombreuses personnes en situation de pauvreté n'ont pas d'autres choix que de continuer à travailler sans relâche, tout en sachant pertinemment qu'elles risquent de s'exposer, elles et leur famille, au coronavirus. Elles n'ont que peu ou pas de ressources pour accéder aux dispositifs de sécurité sociale et ne peuvent prétendre à une assurance pour les aider à surmonter les difficultés économiques causées par la pandémie.

*« Nous avons perdu le contrôle des saisons et nous ne savons plus quand semer. J'ai dépensé mon argent pour acheter un petit lopin de terre. Je n'ai pas pu semer puisqu'il ne pleut pas. Nous avons choisi de ne perdre que l'argent dépensé pour le désherbage plutôt que de perdre également celui des graines. »*

Un paysan en Haïti

Notre foi injustifiée en des systèmes économiques qui valorisent le développement à tout prix a favorisé des modes de production et de consommation insoutenables qui menacent aujourd'hui la santé et l'intégrité de la biosphère. Nous devons changer de cap et mettre en œuvre un paradigme de croissance qui place la durabilité environnementale et la justice sociale au cœur de nos préoccupations. D'une manière déjà évidente avant le début de la pandémie, notre mépris de la protection de l'environnement a impliqué que de nombreuses familles en situation d'extrême pauvreté vivent, travaillent et jouent désormais à proximité des plus grosses sources de pollution et dans les zones les plus dégradées et fragiles sur le plan environnemental.



17 octobre

Souvent par pure nécessité, les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté sont les premières à agir de manière concrète au sein de leur entourage pour pallier la pauvreté, le changement climatique et les défis environnementaux. Cependant, leurs efforts et expériences passent souvent inaperçus et ne sont donc pas valorisés ; leur capacité à contribuer de manière positive à la recherche de solutions est ignorée ; elles ne sont pas reconnues comme des moteurs du changement, et leur voix n'est pas entendue, notamment dans les organismes internationaux.

Cela doit changer. La participation, le savoir, les contributions et l'expérience des personnes en situation de pauvreté et de celles laissées de côté doivent être valorisées, respectées et représentées dans nos efforts pour construire un monde équitable et durable dans lequel la justice sociale et environnementale existe pour tous.

Les gouvernements doivent agir de manière décisive — en partenariat et en solidarité avec les personnes en situation de pauvreté — pour répondre efficacement à la récession économique mondiale qui menace aujourd'hui les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté et freine les tentatives de lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Les mesures prises par les Nations Unies pour garantir que les États membres atteignent les Objectifs de développement durable d'ici 2030, comme les réponses socio-économiques proposées pour faire face à la pandémie, doivent être résolument conçues en faveur des personnes en situation de pauvreté et entièrement axées sur la mise en place de solutions écologiques pour la relance économique.



Célébrée depuis 1987 comme Journée mondiale du refus de la misère et reconnue par les Nations unies en 1992, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté favorise le dialogue et la compréhension entre les personnes en situation de pauvreté, leur entourage, et la société dans son ensemble. « Elle est l'occasion de reconnaître les efforts et combats des personnes vivant dans la pauvreté, une chance pour elles de faire connaître leurs préoccupations et un moment pour reconnaître que les personnes pauvres sont en première ligne dans la lutte contre la pauvreté.» (Nations Unies, Rapport du Secrétaire général, A/61/308, paragraphe 53)

Vous trouverez de plus amples informations sur les initiatives, les événements et les activités qui marqueront le 17 octobre dans le monde sur le site web de l'UNDESA, et [refuserlamisere.org](http://refuserlamisere.org)

---

#### **Comite International 17 octobre**

12, rue Pasteur F-95480 Pierrelaye, France

<http://www.refuserlamisere.org>  
[comite.international@oct17.org](mailto:comite.international@oct17.org)

---

*Note* : Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies ou de ses États membres.